

Unité bi-départementale Calvados - Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14006 CAEN Cedex 1

Caen, le 07/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT

Route Lorguichon
14540 CASTINE-EN-PLAINE

Références : 2022-14/268

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT implanté Route Lorguichon 14540 CASTINE-EN-PLAINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Classé Seveso seuil haut depuis janvier 2020, l'établissement GDE de Rocquancourt (Castine en Plaine) a transmis à l'inspection des installations classées l'étude de dangers du site. La visite du 26 mai 2022 s'inscrit dans le cadre de l'instruction de cette étude de dangers. A cette occasion, un contrôle par sondage des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques présentes sur le site a été réalisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT
- Route Lorguichon 14540 CASTINE-EN-PLAINE
- Code AIOT dans GUN : 0005301094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED - MTD

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010. Cet arrêté a été complété et modifié à plusieurs reprises et notamment par l'arrêté complémentaire du 16 janvier 2020, qui acte le classement Seveso seuil haut du site sous la rubrique ICPE n° 4510.

De nombreuses activités sont exercées sur le site, dont les principales sont :

- broyage de métaux ferreux, dont des véhicules hors d'usage dépollués et des D3E dépollués ;
- broyage de batteries automobiles au plomb ;

- traitement des résidus de broyage lourds et légers produits par des broyeurs de métaux non ferreux.

Il est à signaler que, suite au rachat du groupe Ecore (auquel appartient la société GDE) en 2021 par le groupe Derichebourg, une demande d'autorisation de changement d'exploitant est en cours d'instruction pour ce site, en parallèle du présent rapport de constats d'inspection. La nouvelle entité exploitante du site sera la société Revival, filiale du groupe Derichebourg.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Etude de dangers - Réalisation et délai	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 2.6	/	Sans objet
Etude de dangers - Portée et contenu	AP Complémentaire du 16/01/2020, article 2.6	/	Sans objet
Analyse des risques - Objectifs	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Sans objet
Analyse des risques - Niveau de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2	/	Sans objet
Etude de dangers - Mesures de maîtrise des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3	/	Sans objet
Etude de dangers - Acceptabilité des risques	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.4	/	Sans objet
Produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 + annexe III	/	Sans objet
Moyens d'intervention - Bassins de confinement et d'orage	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 8.7.10.2	/	Sans objet
Moyens d'intervention - Lutte incendie	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 8.7.2	/	Sans objet
Moyens d'intervention - Repérage et accessibilité	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 8.7.3	/	Sans objet
Batteries - Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 9.6	/	Sans objet
Résidus de broyage (RB) – Détection et extinction incendie	AP Complémentaire du 09/09/2014, article 11.2.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune non-conformité n'a été constatée lors du contrôle par sondage des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques présentes sur le site.

En ce qui concerne l'instruction de l'étude de dangers, les phénomènes dangereux retenus pour l'analyse détaillée des risques sont pertinents.

Par contre, les méthodes et hypothèses retenues pour la modélisation des effets associés à ces phénomènes dangereux manquent de précisions et de justifications, et en particulier :

- le choix du modèle d'évaluation des flux thermiques pour des incendies de matériaux solides (feux couverts?)
- la délimitation des surfaces en feu et le risque de propagation des incendies aux stockages et installations voisines (effets dominos)

La question des produits de décomposition des fumées doit également être approfondie afin de répondre aux dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, en prenant en considération l'évolution de l'état des connaissances en la matière.

De ce fait, l'instruction de l'étude de dangers ne peut donc pas être finalisée. La liste détaillée des éléments complémentaires, attendus dans un délai de 3 mois, est annexée au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Etude de dangers - Réalisation et délai

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de Dangers
Prescription contrôlée : L'exploitant fournit une étude de dangers conformément aux dispositions de l'article R512-9 du code de l'environnement. Cette étude justifie que l'exploitant met en œuvre toutes les mesures de maîtrise du risque internes à l'établissement dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus. [...] L'exploitant remet à l'inspection des installations classées une étude des dangers relative à l'ensemble des activités de l'établissement au plus tard dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. [...]
Constats : En juillet 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées l'étude de dangers, réalisée en application de la présente prescription. Le délai de 6 mois a donc été respecté.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude de dangers - Portée et contenu

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/01/2020, article 2.6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de Dangers
Prescription contrôlée : L'étude des dangers porte sur l'ensemble des activités de l'établissement et doit être conforme notamment aux dispositions des textes suivants : <ul style="list-style-type: none">• Article L512-1 du code de l'environnement• Articles R512-6-II et R512-9 du code de l'environnement• Arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs mentionnées à la section 9 chapitre V, titre 1er du livre V du code de l'environnement• Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumis à autorisation
Constats : L'étude de dangers transmise porte sur l'ensemble des installations et activités du site. Lors de la visite, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant que l'étude de dangers relève de sa responsabilité. Par ailleurs, l'instruction réalisée par l'inspection ne constitue pas une validation formelle des documents remis. Elle porte sur : <ul style="list-style-type: none">• des vérifications ciblées vis-à-vis de la complétude, de la cohérence et de la justification méthodologique ;• des vérifications approfondies par sondage de l'analyse détaillée des risques et de l'évaluation de certains accidents potentiels présentés. L'instruction réalisée par l'inspection des installations classées de l'étude de dangers transmise soulève des questionnements et des observations, qui ont fait l'objet d'échanges lors de la visite d'inspection. Les principaux questionnements et observations sont précisés dans les points de contrôle ci-après. Une demande de compléments a été formalisée à l'issue de la visite. Elle figure en annexe du présent rapport.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse des risques - Objectifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques
Prescription contrôlée : L'analyse des risques, au sens de l'article L512-1 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisées sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.
Constats : Une analyse préliminaire des risques a été réalisée afin d'identifier les phénomènes dangereux et scénarios d'accidents susceptibles de survenir sur le site. Deux méthodes ont été développées : <ul style="list-style-type: none">• la méthode AMDEC pour le bâtiment batterie ;• la méthode MADS/MOSAR pour l'ensemble du site, excepté le bâtiment batteries. Ensuite, une analyse détaillée des risques a été réalisée sous forme de nœuds papillons. Compte-tenu des activités réalisées sur le site, les méthodes mises en œuvre sont complexes. De même, les nœuds papillons réalisés étant génériques, ils ne permettent pas d'apprécier le déroulé du scénario et les barrières de sécurité spécifiques à chacune des installations. Au demeurant, dans la mesure où le choix des accidents présentés dans l'étude de dangers est cohérente par rapport aux éléments du retour d'expérience des types d'activités pratiqués sur le site, aucune demande de complément ne sera faite sur l'aspect analyse des risques. A contrario, le caractère approprié des méthodes et hypothèses retenues pour quantifier les effets des phénomènes dangereux soulève des interrogations, notamment : <ul style="list-style-type: none">• le choix de la méthode de la flamme solide pour des feux couvant de matériaux solides,• la délimitation des surfaces en feu, compte-tenu du caractère mitoyen de certains stockages et du risque de propagation d'incendie (jet de flammèches par exemple) ;• la composition des matériaux impliqués dans les incendies et des fumées d'incendie. Des justifications complémentaires sont donc attendues dans un délai de 3 mois suivant la demande de compléments annexée au présent rapport. Le cas échéant, les modélisations doivent être révisées et complétées.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse des risques - Niveau de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse des risques
Prescription contrôlée : Cette démarche d'analyse des risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en œuvre par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels qui concourent à cette maîtrise. [...]
Constats : La qualification et/ou la quantification du niveau de maîtrise des risques est en lien direct avec l'évaluation des différents phénomènes dangereux étudiés et des zones d'effets associées. Aussi, cette évaluation doit être révisée au regard des remarques formulées sur les modélisations et hypothèses retenues pour caractériser ces zones d'effets. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'être vigilant sur les dispositions d'exploitation, humaines ou organisationnelles qu'il a qualifié de mesure de sécurité ou MMR. Par exemple, le document unique ne peut-être considéré comme une mesure de maîtrise des risques puisque rien ne justifie son approbation par le personnel, voire par les intervenants ponctuels (intérimaires, sous-traitants). Sur cet aspect, l'exploitant est invité à se référer à la fiche n°7 - Mesures de maîtrise des risques fondées sur une intervention humaine de la circulaire du 10 mai 2010, qui donne des éléments d'appréciation pour considérer une disposition humaine et/ ou organisationnelle comme une mesure de maîtrise des risques. Il est notamment précisé que : <ul style="list-style-type: none">• « Sera considérée comme mesure de maîtrise des risques fondée sur une intervention humaine au sens de la présente fiche une mesure constituée d'au moins une activité humaine (une ou plusieurs opérations) qui s'oppose à l'enchaînement d'évènements susceptibles d'aboutir à un accident. »• « La formation générale des agents, leur entraînement et les plans de secours généraux (type Plan d'Opération Interne, POI, et Plan Particulier d'Intervention, PPI) ne sont donc pas considérés comme mesure de maîtrise des risques à part entière »
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude de dangers - Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de Dangers
Prescription contrôlée : L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre techniques et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. [...]
Constats : En termes de description des installations et des mesures de sécurité visant à réduire la probabilité et/ou les effets des phénomènes dangereux, l'inspection des installations classées a souligné le manque de précisions et de cohérence des éléments fournis. En particulier, les légendes des plans de localisation méritent d'être complétées et harmonisées en ce qui concerne la dénomination des bâtiments et des stocks, les quantités maximales stockées et la description des activités par bâtiment. Pour ce qui est des barrières de sécurité, indiquer simplement que les endroits stratégiques sont équipés d'une détection incendie ou ont des murs coupe-feu n'est pas suffisant. Qui plus est, la notion de locaux stratégiques est sujet à appréciation et interprétation. La description et la localisation de toutes les mesures mises en œuvre sur le site doivent être précisées. En outre, la description des barrières doit être mise à jour pour tenir compte des évolutions du site. A titre d'exemple, les caméras thermiques sur les stockages extérieurs ne sont plus à l'étude. Elles ont été installées et sont opérationnelles. Pour finir, compte-tenu du caractère combustible des matériaux, le classement du site sous la rubrique 1510, modifiée par le décret 2020-1169 du 24 septembre 2020 doit être vérifié et justifié. L'étude de dangers doit donc être complétée dans un délai de 3 mois, suivant la demande de compléments annexée au présent rapport.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude de dangers - Acceptabilité des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de Dangers
Prescription contrôlée : L'étude de dangers contient, dans un paragraphe spécifique, le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement selon la grille de l'annexe III du présent arrêté. Dans l'étude de dangers, l'exploitant explicite, le cas échéant, la relation entre la grille figurant en annexe III du présent arrêté et celles, éventuellement différentes, utilisées dans son analyse de risques.
Constats : Une évaluation de la probabilité et de la gravité des 45 scénarios étudiés a été réalisée. Ensuite, les scénarios ont été placés dans la grille de criticité. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que le positionnement dans la grille de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 concerne exclusivement les accidents susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement. Au regard des éléments fournis, à ce stade, aucun des scénarios étudiés n'a d'effets en dehors du site. Cette conclusion devra potentiellement être révisée en fonction des compléments demandés sur l'évaluation des effets des phénomènes dangereux. L'inspection des installations classées précise également qu'au niveau des arrêtés préfectoraux du site, la dénomination de MMR (Mesures de maîtrise des risques) est réservée aux mesures de sécurité des scénarios d'accidents ayant des effets en dehors du site.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9 + annexe III
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de Dangers
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. Extrait de l'annexe III correspondant : En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.
Constats : L'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant ses obligations en termes de contenu de l'étude des dangers et du plan d'opération interne en ce qui concerne les produits de décomposition en cas d'incendie. Bien que les échéances ne sont pas échues, dans la mesure où des compléments à l'étude de dangers sont demandés à l'issue de la présente visite, il est souhaitable que l'étude de dangers complétée réponde à ces dispositions d'autant plus que des modélisations de fumées toxiques d'incendie ont été réalisées. Pour ce qui est des modélisations réalisées, l'inspection des installations classées a constaté : <ul style="list-style-type: none">• que le plomb n'a pas été pris en considération dans les fumées d'un incendie de batteries au plomb ;• que la modélisation pour ce scénario est basée sur un tonnage de 1 500 tonnes alors que la fosse a une capacité de 2 500 tonnes ;• que les hypothèses retenues pour la détermination des termes sources ne sont pas suffisamment justifiées, les données relatives aux compositions des stocks étant celles de 2008. Les données relatives à la composition des stocks doivent être justifiées et actualisées compte-tenu de l'évolution des connaissances. Il en est de même pour ce qui est des produits de décomposition des produits en cas d'incendie. L'inspection des installations classées souligne qu'un guide en la matière a été édité par l'INERIS en janvier 2022.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention - Bassins de confinement et d'orage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 8.7.10.2
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement et bassin d'orage
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 11 000 m ³ utiles avant rejet vers le milieu naturel. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. La vidange suivra les principes imposés au chapitre 4.3 du présent arrêté traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Le bassin est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.
Constats : Les eaux pluviales sont collectées et stockées dans un bassin d'orage de 11 000 m ³ . Au préalable, elles transitent dans un bassin de temporisation. En cas de pollution, la vanne n°1 entre le bassin de temporisation et le bassin d'orage est fermée. La vanne n°2 entre le bassin de temporisation et le bassin de confinement mitoyen est ouverte. Lors de la visite du site, le dispositif de bassins et de vannes a été contrôlé. L'inspection des installations classées note que la fermeture et l'ouverture des vannes sont actionnées manuellement. La procédure correspondante est affichée à côté des deux vannes mitoyennes. L'exploitant indique qu'une vanne est également présente en sortie du bassin d'orage, ce dernier pouvant servir de confinement au besoin. Pour finir, il a été constaté que le bassin d'orage de 11 000 m ³ est partiellement rempli. La consigne fixée par l'exploitant est un remplissage maximum de 7 000 m ³ dans la mesure où le bassin d'orage est également destiné à recevoir les eaux d'extinction incendie, pour un volume évalué à 3 820 m ³ dans l'étude de dangers.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention - Lutte incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 8.7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer en permanence de ses propres moyens de lutte contre l'incendie dits moyens internes adaptés aux risques à défendre et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• Une réserve d'eau constituée au minimum d'un bassin contenant en permanence un volume d'eau minimum de 2 000 m³• Deux groupes de pompage• un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par des surpresseurs équipés de moteurs électriques dont l'alimentation est secourue, [...]• accessibilité permanente à l'aire d'aspiration du bassin stabilisée pour des véhicules de 16 t [...]• des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets• des robinets d'incendie armés utilisables en période de gel et permettant d'attaquer un incendie, un foyer par deux côtés opposés ; [...]• d'un système de détection et d'extinction automatique d'incendie sur le bâtiment de stockage des RB légers et de RB lourds, [...]
Constats : Un contrôle par sondage des mesures de maîtrise des risques / barrières de sécurité a été réalisé lors de la visite du site. La présence des dispositifs suivants a ainsi été constatée : <ul style="list-style-type: none">• Une réserve d'eau de 3 000 m³ alimentant le réseau de poteaux incendie du site, au moyen de 4 pompes dont une de secours situées dans le local mitoyen de la réserve d'eau. L'exploitant indique d <ul style="list-style-type: none">• Le réseau de poteaux incendie est un réseau surpressé, identifié par des poteaux de couleur jaune ;• L'aire d'aspiration du bassin a été récemment réaménagée. Elle comporte un poteau et une crépine sur lesquelles les pompiers peuvent se raccorder• Lors de la visite du site, la présence de RIA et d'extincteurs a été constaté au niveau du bâtiment G dédié au stockage des RB légers. Le fonctionnement du RIA n°44 a été testé avec succès.• Les bâtiments de stockage des RB légers et des RB lourds (respectivement bâtiment G et A) sont équipés d'un système de détection et d'extinction automatique (système dit "déluge"). Ces 2 systèmes déluges sont alimentés par une réserve de 300 m³ équipée de motopompes, située à proximité du bâtiment A et qui a été remplacée en début d'année. L'exploitant précise procéder à un contrôle mensuel des moyens d'intervention afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. Au niveau du stock extérieur de RB lourds situé à proximité du bâtiment B, une lance à incendie a été installée. Son fonctionnement a été testé lors de la visite avec succès . Une armoire placée à côté de la lance permet de stocker du matériel d'intervention : des tuyaux, une division, une lance, une queue de paon.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention - Repérage et accessibilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 8.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...]
Constats : L'inspection des installations classées a constaté que les RIA et les poteaux incendie font l'objet d'une numérotation. Les équipements sont facilement accessibles. Ainsi, le poteau incendie situé au droit du bâtiment de stockage des RB légers (bâtiment G) est le poteau n°7.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Batteries - Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 9.6
Thème(s) : Risques accidentels, Batteries - Prévention des risques
Prescription contrôlée : Un dispositif de détection incendie, adaptée aux conditions de l'installation (détecteurs résistants à l'atmosphère corrosive), déclenchant, selon une procédure pré-établie, une alarme sonore et visuelle doit être mis en place au niveau des secteurs dits « hall de déchargement » et « Stockage polypropylène » avec report de l'alarme vers le poste de garde et permettant d'alerter le personnel d'astreinte. L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ceux-ci sont au minimum constitués : [...] • de 3 canons à eau fixes implantés à proximité de la fosse d'entreposage des accumulateurs hors d'usage. [...]
Constats : Lors de la visite du site, l'inspection des installations classées a constaté la présence de détecteurs et de 3 canons à eau au niveau de la fosse d'entreposage des accumulateurs hors d'usage. En outre, le jour de la visite d'inspection, la fosse n'était pas utilisée à pleine capacité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Résidus de broyage (RB) – Détection et extinction incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/09/2014, article 11.2.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Résidus de broyage - détection et extinction incendie
Prescription contrôlée : Le bâtiment de stockage des RB légers et lourds avant traitement est équipé d'un dispositif de détection automatique d'incendie avec transmission de l'alarme vers un local gardienné 24h/24. La technologie utilisée est adaptée au milieu environnant et à l'objectif recherché. Le bâtiment de stockage des RB légers et lourds avant traitement est également équipé d'un dispositif d'extinction automatique d'incendie dimensionné pour permettre un arrosage pendant 2h. [...]
Constats : La présence d'un dispositif de détection et d'extinction automatique a été observé sur les deux bâtiments de stockage A et G. L'exploitant indique que les alarmes ainsi que les remontées de terrain par le personnel sont centralisées au Centre Technique Opérationnel (CTO, centre de télésurveillance des sites GDE), actuellement situé à Paris. Il a également été constaté la mise en place de brumisateurs au niveau des bâtiments A et G, respectivement dédiés au stockage des RB lourds et des RB légers. L'objectif principal de ces équipements est d'éviter l'émission de poussières. Ils peuvent cependant être basculés en système d'extinction complémentaire, à partir des boîtiers de commande.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet